

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°21826 - 80ÈME ANNÉE

SUCCÈS DE LA MOBILISATION DES SYNDICATS POUR LA FÊTE DES TRAVAILLEURS

La mobilisation d'hier rappelle que les syndicats on toujours été les principaux acteurs du progrès social à La Réunion. Des communistes étaient dans le défilé d'hier pour apporter le soutien et la solidarité du PCR à la lutte des syndicats « contre l'extrême droite, pour la paix, les libertés et la justice sociale ». Eu égard au nombre et la motivation de ses participants, le défilé de Sain-Denis était un succès.

« *Contre l'extrême droite, pour la paix, les libertés et la justice sociale* » : c'était le mot d'ordre de l'intersyndicale nationale relayée dans les manifestations organisées dans notre pays à l'occasion du 1er mai, journée internationale des travailleurs.

L'intersyndicale organisait un défilé à Saint-Denis tandis que la CFDT convoquait ses sympathisants à un pique-nique organisé hier à Saint-André.

L'extrême droite est un adversaire historique des syndicats, car ce parti raciste vote constamment contre toutes les avancées sociales. De plus, les mesures que l'extrême droite décide, quand elle est au pouvoir, ne visent qu'à satisfaire les milliardaires qui s'enrichissent grâce à la crise. Comme l'a rappelé la solidarité de Jordan Bardella, adjoint de Le Pen, envers Bernard Arnaud qui gagne un SMIC toutes les 15 secondes sans travailler, sa fortune repose uniquement sur les profits faits sur l'exploitation des salariés de son groupe capitaliste international.

Le mot d'ordre de la paix vise à s'opposer à

la relance de la course aux armements par les gouvernements occidentaux, dont celui de la France, qui souhaitent lancer un grand plan d'assistance publique des marchands de canon en leur offrant des dizaines de milliards d'euros d'argent public. Pourtant les services publics, remparts contre les inégalités, ne cessent de se dégrader en raison de la baisse des dépenses de l'État, suite à une baisse des recettes causées par la baisse des impôts des plus riches et le refus de lutter contre la fraude fiscale massive qui se traduit par des dizaines de milliards d'euros dissimulés par la classe des bénéficiaires de la crise dans des paradis fiscaux. Cette soustraction frauduleuse commise par la classe des assistés de luxe soustrait des sommes considérables à l'intérêt général.

Le prochain budget de la France veut perpétuer cette tendance lourde de conséquences pour La Réunion avec comme l'illustre les morts du chikungunya, les victimes de la réduction des dépenses de l'État dans le secteur de la santé.

Liberté et justice sociale sont des nécessités à La Réunion où le système néocolonial est responsable d'un chômage de masse qui favorise le développement d'emplois précaires et mal payés, tandis que les conventions collectives inscrites dans la loi ne sont pas appliquées car elles garantissent une augmentation des salaires. La mobilisation d'hier rappelle que les syndicats on toujours été les principaux acteurs du progrès social à La Réunion. Des communistes étaient dans le défilé d'hier

pour apporter le soutien et la solidarité du PCR à la lutte des syndicats « *contre l'extrême droite, pour la paix, les libertés et la justice sociale* ». Eu égard au nombre et la motivation de ses participants, le défilé de Sain-Denis était un succès.

M.M.

MANIFESTATION DU 1ER MAI : "CONTRE L'EXTRÊME DROITE, POUR LA PAIX, LES LIBERTÉS ET LA JUSTICE SOCIALE"

Les revendications sont claires : pour les salaires, pour l'abrogation de la réforme des retraites, ou encore "contre la trumpisation du monde". Ce 1er mai, journée internationale des travailleurs, plus de 300 000 personnes ont foulé le paver dans toute la France. La CGT a recensé quelque 260 rassemblements en France.

La CGT a appelé avec la FSU, Solidaires et des organisations de jeunesse (Union étudiante, Unef, Fage, USL) à défiler "*contre l'extrême droite, pour la paix, les libertés et la justice sociale*".

L'intersyndicale n'est pas partie unie, bien que le numéro un de FO Frédéric Souillot défilera aux côtés de ses homologues, dont la cheffe de file de la CGT Sophie Binet, dans le cortège parisien.

La numéro un de la CFDT, Marylise Léon, et son homologue de l'Unsa, Laurent Escure, se sont retrouvés dans la matinée dans le centre de Paris pour un rassemblement et une table ronde sur le travail.

D'autres cortèges se sont élancés dès le matin, comme Saint-Denis de La Réunion, Marseille et Lille. Ainsi qu'à Bordeaux, Strasbourg et Dunkerque, où des responsables de gauche, comme Marine Tondelier (Écologistes), François Ruffin (ex-LFI) ou Boris Vallaud (PS) ont été protestés contre le plan du sidérurgiste ArcelorMittal

prévoyant la suppression d'environ 600 postes.

100 jours après l'arrivée de Donald Trump au pouvoir, la CGT, la FSU et Solidaires veulent aussi faire de cette journée un temps fort "*contre la trumpisation du monde et l'internationale réactionnaire qui se développe partout*", a expliqué à l'Agence France Presse, Thomas Vacheron, cadre de la CGT.

Des syndicats internationaux (américain, belge, argentin, notamment) ont participé au défilé parisien. "*Cette démarche unitaire et internationale est un petit pas*" pour lutter contre des politiques qui menacent les travailleurs (hausse des droits de douane ou expulsions massives des travailleurs clandestins), selon Murielle Guilbert (Solidaires).

FORTE PRÉSENCE POLICIÈRE

L'AFP a indiqué que la présence de militants de l'ultra-gauche a poussé le gouvernement à envoyé des forces policières supplémentaires. Ainsi à Paris, plus de 2.000 membres des forces de l'ordre étaient présents. La décision du gouvernement de dissoudre le groupe antifasciste "*La Jeune garde*" et le collectif "*Urgence Palestine*" tend le climat et fait naître un profond ressentiment vis-à-vis des autorités.

"*Il faut relativiser*" cette présence de "black blocs" face aux "*centaines de milliers de manifestantes et de manifestants*" attendues, a nuancé Sophie Binet le 30 avril, dénonçant des "*stratégies malheureusement classiques (...) pour décrédibiliser la mobilisation sociale*".

CONTRE UN 1ER MAI TRAVAILLÉ

Ce rendez-vous traditionnel se tient au moment où les syndicats craignent que le gouvernement apporte son soutien à des propositions de loi visant à autoriser certaines professions à faire travailler les

salariés le 1er-Mai - seul jour férié et chômé en France -, une journée acquise *"dans le sang et dans les larmes des ouvriers"*, a rappelé Sophie Binet.

Le syndicat des *"Gilets jaunes"* a par ailleurs appelé ses sympathisants à mener une opération secrète sur différents points de rassemblement. *"On va montrer aux partenaires du pouvoir ce qu'est un VRAI syndicat"*, ont-ils écrit dans un appel posté sur le réseau social X.

LA PATRONNE DE LA CGT, SOPHIE BINET APPELLE À UNE JOURNÉE DE GRÈVE LE 5 JUIN

La secrétaire générale de la CGT a de nouveau plaidé pour l'abrogation de la réforme des retraites. Car l'UCR-CGT a pointé le récent projet du gouvernement de supprimer les 10% d'abattement fiscal attribué aux retraités.

En marge de la manifestation du 1er mai, Sophie Binet a déjà annoncé une nouvelle journée *« de manifestations et de grèves »* le jeudi 5 juin prochain. La secrétaire générale de la CGT appelle à l'abrogation de la réforme des retraites.

La journée de mobilisation du 5 juin se tiendra le jour de l'examen d'une proposition de résolution des députés communistes visant à abroger la réforme. Cette proposition donnera lieu à un vote à la portée symbolique, car elle aura lieu durant la *« niche »* parlementaire de leur groupe.

Dans un communiqué du 28 avril, l'Union Confédérale des retraités de la CGT, *«appelle l'ensemble des retraités à se mobiliser massivement, le 5 juin, aux côtés des salariés, du privé comme du public, pour la revalorisation des pensions et la reconquête d'une protection sociale intégrale et solidaire».*

L'UCR-CGT a pointé la récente mesure envisagée par la ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin, qui n'écarte pas la suppression de l'abattement fiscal de 10% des retraités.

« Cet abattement, en vigueur depuis 1978, visait à neutraliser les réformes du calcul de l'impôt sur le revenu et à atténuer, en partie, la perte de revenu au passage à la retraite », a précisé la branche du syndicat. L'UCR-CGT a indiqué que la suppression de cet abattement fiscal affecterait *« plus de 11 millions de retraités qui verraient leur taux d'imposition augmenter, et plus de 500.000 retraités qui deviendraient imposables ».*

Pour l'heure, *« il n'y a pas d'intersyndicale. Chaque organisation a sa propre culture et sa propre histoire syndicale »*, selon Sophie Binet.



Mobilisation à Saint-Denis





KOZARLOR, IN KONKOUR LÉLOKANSS DANN NOUTE LANG RÉNYONÈZ

Mézami, zordi, mi vé anparl avèk zot in n'afèr, sanm pou mwin ,sa lé inportan.Mi vé anparl azot in konkour sak la invanté l'apèl sa in « KOZARLOR » in konkour lélokanss pou bann jenn dann noute lang kréol rényoné. Sa sé lo komité la kultur (CCEE) la désside fé sa pou bann jenn anparl sa bien konm k'i fo dann lang nou la fé.

Pou bann Rényoné konm mwin épi d'ote, sak i soubate dopi in bon koupe de tan pou donn noute lang kréol favèr dann noute péi épi toute son zinstitission sa sé in kékshoz i fé plézir anou... Pars afèr kashé : kan bann jenn téi partissipe bann konkour lélokanss dann la lang franssé é l'avé pwin konkour lélokanss dann la lang rényoné, mèm si souvan défoi mwin téi trouv bien sak zot téi di, l'avé kékshoz konm in manke, konm in rogré téi sézi amwin dann pyé d'kèr.

Pou kossa ? Pars mwin téi di la plipar d'tan, toultan franssé, toultan franssé, in lang la anprète anou é ni romèrssyé, mé zamé dann noute lang anou.Finalman mwin téi fini par roprosh amwin épi d'ote par rapor in sityassion linguistik konm sak nou téi koné-mi diré plito sibi.

Dann mon kèr mwin téi di nout lang kréol rényoné, lo lang nou la fé, lé kapab di gayar zafèr ladan, zafèr sèryé, zafèr gadyam galman, i gingn dévlope noute panssé ladan é pou kossa i fé pa.?

Donk mwin téi di ziska,an mwin-mèm, pétète nou konm d'ote nou la pa fé lo pti léfor téi fo fèr pou fé monte noute lang in pé pliss anlèr ankor, rokonète ali konm in zoutiye pou dévlope in panssé mèm in pé difissil, pou an parlé touléka... Mi panss kant mèm sak pou mwin téi in linzistiss téi done anou kouraz pou mète noute lang pliss anlèr ziska lo zour lo komité La kiltir i lanss konkour nou la anparl in pé pli an-o dann tèks mwin l'aprè ékrire.

Boudikonte dopi troizan i fé konkour-la é d'aprè sak mwin la lir dsi lo site la CCEE bann roganizatèr i doi pa rogréte sak zot la fé avèk lo konkour bann jenn épi bann profèssèr. Fransh vérité kan mwin la ékoute vidéo bann jenn zadilt rényoné la fé é la fasson zot la di zot kozman mi pé dir azot mwin la trouv sa gayar toulbon.

A bon antandèr salu !

Justin

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
74ème année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;
1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:

Jean SImon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques
Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:

Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re

Site Web: www.temoignages.re

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: publicite@temoignages.re

CPPAP: 0916Y92433